



Declaration Finale

*Forum Européen des forces de Gauche,
Vertes et Progressistes*

Athènes, 2022

FR



Les peuples d'Europe souffrent d'une crise prolongée qui entraîne non seulement une détérioration de la qualité de vie et un recul de tous les types de droits sociaux, civils et du travail, mais qui emplit également l'avenir d'incertitudes, générant une situation d'insécurité personnelle et collective.

Cette angoisse de l'avenir, si elle ne trouve pas de solutions positives, démocratiques et solidaires, est le meilleur terrain pour l'avancée du fascisme et des coalitions politiques sous l'influence de l'extrême droite. La responsabilité des forces de gauche, vertes et progressistes en Europe est d'ouvrir la voie à des alternatives politiques démocratiques.

1

Il est nécessaire de donner une réponse à la crise pour que la classe ouvrière et les couches populaires de la société ne paient pas les conséquences du néolibéralisme exploitant l'économie aux dépens de la majorité sociale. Cette situation résulte de l'incapacité du néolibéralisme à résoudre les problèmes de l'économie en faveur de la majorité sociale. En outre, nous dénonçons que depuis le début de la pandémie de nouveaux milliardaires soient apparus alors que chaque jour de plus en plus de personnes tombent dans la pauvreté.

Des millions de travailleurs subissent une perte de sens sans précédent dans leur travail. La déréglementation du marché du travail et l'absence d'une législation d'un travail digne atteignent des niveaux sans précédent. Les syndicalistes, au lieu d'être soutenus, sont trop souvent réprimés. Avec tous les syndicats en Europe, nous mettons en avant la nécessité d'un plan pour arrêter l'augmentation du coût de la vie, pour construire une économie socialement avancée qui réponde aux besoins de la majorité sociale que représente le salariat.

2

La pandémie du COVID 19 nous a montré que la Sécurité Humaine concerne tous les besoins fondamentaux, le logement, la nourriture, le travail décent, l'eau potable et, bien sûr, les systèmes de protection sociale et de santé publique et les services publics qui permettent de faire face solidairement à l'urgence climatique, aux inégalités sociales et à la protection des droits humains.

L'urgence du changement climatique exige une réponse immédiate et une planification stratégique de la transition de la part des institutions, des gouvernements et de la société dans son ensemble, car celle-ci représente l'une des plus grandes menaces pour l'humanité. Il serait notamment nécessaire de mettre en œuvre une véritable révolution énergétique et un modèle de développement et de vie durable.

Dans la situation actuelle, nous devons accélérer les efforts européens pour réduire la dépendance extérieure vis-à-vis des combustibles fossiles et accélérer la transition vers une énergie verte.

3

La pandémie du COVID 19 a marqué un premier changement dans la politique budgétaire de l'UE, puisque le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) a été suspendu et que des instruments de réponse collective permettant à l'UE d'emprunter sur les marchés des capitaux ont été conçus et adoptés. Cette étape ne doit pas être traitée comme une exception ou comme une simple rupture temporaire avec les politiques néolibérales dominantes. Nous unissons nos forces pour lutter pour l'abolition du PSC et son remplacement par un nouveau modèle de gouvernance économique de l'UE fondé sur un développement durable et une justice sociale et climatique.

Nous dénonçons l'invasion de l'Ukraine par la Russie, contraire au droit. Celle-ci a provoqué une guerre qui entraîne l'Europe et le reste du monde dans une situation aux conséquences imprévisibles et nous exprimons donc notre condamnation de l'invasion russe en Ukraine.

Nous considérons comme grave l'incapacité de l'Union européenne à faire respecter les accords de Minsk et nous exprimons notre plus profonde solidarité avec le peuple ukrainien qui subit les conséquences dévastatrices d'un conflit qui dure depuis plus de 8 ans, et qui a été aggravé par l'invasion russe.

Nous affirmons également que face à cette situation dramatique, comme face aux conflits qui se multiplient dans le monde, la logique d'affrontement de blocs militaires toujours plus surarmés ne sera pas la solution.

Dans cette situation, nous exigeons un cessez-le-feu. La guerre ne peut pas revenir un moyen de résolution des conflits. Nous demandons à l'Union européenne et au reste de la communauté internationale de tout mettre en œuvre pour utiliser systématiquement des moyens diplomatiques afin de mettre fin à la guerre en Ukraine et de faire en sorte que le respect du droit international soit garanti et que la sécurité de tous les États de la région et de l'Europe dans son ensemble soit assurée, conformément aux aspirations de tous les peuples à une paix juste et durable.

A cette fin, nous demandons la tenue dans les meilleurs délais d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU pour traiter des problèmes de sécurité collective et de désarmement en Europe, conformément aux principes de la Charte de l'ONU, de l'Acte final d'Helsinki et de la Charte de Paris, afin de mettre en œuvre un modèle de sécurité partagée pour le XXI^e siècle et d'évoluer vers un modèle de sécurité continentale partagée.

Dans le même temps, les participants au 6^{ème} Forum européen d'Athènes demandent que la culture ne soit pas utilisée comme un instrument de guerre mais qu'elle serve à construire des ponts, gage de paix et d'amitié entre les peuples, tout en exprimant notre entière solidarité avec les artistes qui sont réprimés parce qu'ils s'opposent courageusement aux politiques bellicistes.

L'UE doit agir contre la militarisation qui alimente le cercle vicieux des conflits et des guerres. Les dépenses du budget de l'UE consacrées à l'industrie de la défense doivent au contraire être consacrées à un développement industriel pacifique et durable qui garantisse des emplois et un niveau de vie décent, et assure la décarbonisation de notre modèle de développement pour protéger l'avenir de la planète et de la biodiversité. Il est également essentiel d'investir massivement dans l'éducation publique, l'art et la culture.

5

La manière dont les pays de l'UE ont accueilli des millions de réfugiés ukrainiens devrait servir d'exemple pour un changement radical de la politique migratoire. Nous demandons à l'UE d'adopter de toute urgence un Pacte sur les migrations et l'asile fondé sur les principes de solidarité et de responsabilité commune. Le Pacte doit garantir que la gestion des flux de réfugiés et de migrants s'effectue dans le plein respect des droits de l'homme et du droit international, que soit mise en œuvre une répartition équitable des migrants dans l'UE avec des mécanismes de relocalisation et que les États membres aux frontières de l'UE ne deviennent pas les "gardiens" d'une "Europe forteresse". Dans le même temps, l'UE doit s'attacher à s'attaquer aux causes profondes des migrations, à démanteler les réseaux de passeurs, à s'opposer à l'instrumentalisation des migrants à des fins politiques et à mettre en place de solides programmes d'accueil dans l'UE, dans les pays d'origine et de transit.

6

Nous dénonçons l'impact que toutes ces crises et guerres ont sur les femmes, qui sont toujours au premier rang pour en subir les conséquences. Nous exigeons une réponse féministe pour renverser le système patriarcal, pour éradiquer les violences sexistes et sexuelles et pour atteindre une véritable égalité pour toute l'humanité.

7

Comme dans les périodes de crise du capitalisme, les tendances et partis fascistes se renforcent. Ce phénomène est aggravé par les politiques antisociales des forces néolibérales.

L'avancée du fascisme en Europe doit nous amener à nous interroger sur notre incapacité à sensibiliser les jeunes sur les horreurs de cette idéologie, et à proposer une réponse forte, directe et viable capable de remettre en cause la hausse du fascisme dans les classes populaires de la société. Cela rend la collaboration et l'unité des forces progressistes plus cruciales que jamais. Pour repousser ces forces de la haine, il est nécessaire que les forces de gauche, vertes et progressistes travaillent ensemble sur de nouvelles réponses politiques démocratiques et sociales.

8

Nous appelons à la paix dans les Balkans et en Méditerranée orientale, ainsi qu'au respect du droit international et de la souveraineté et des droits souverains de tous les États de la région au sens large. Nous dénonçons l'escalade et les menaces des dirigeants turcs contre la Grèce et Chypre. Nous condamnons l'occupation en cours de la partie nord de Chypre et appelons à la reprise des pourparlers bicommunautaires, sous les auspices des Nations Unies, pour trouver une solution inclusive sur la base des résolutions de l'ONU. Nous soulignons la nécessité de respecter l'État de droit et les droits de l'homme en Turquie.

Nous condamnons fermement les pressions exercées par la Turquie sur l'opposition démocratique, en premier lieu le HDP ; nous invitons la Turquie à mettre en œuvre les décisions du Conseil de l'Europe et de la CEDH ; et nous rejetons avec véhémence la procédure visant à interdire le HDP, motivée par des raisons politiques. Nous exprimons notre soutien total et notre solidarité avec les luttes kurdes menées par les femmes en Syrie et en Iran - avec la devise Jin, Jiyan, Azadi !

Après le Brexit, le processus de paix dans le nord de l'Irlande est de plus en plus menacé. Nous condamnons toutes les tentatives visant à saper l'Accord du Vendredi Saint et appelons au respect du processus de paix et de ses institutions. Nous reconnaissons les exigences croissantes de réunification de l'Irlande telles que définies dans l'Accord du Vendredi Saint et la nécessité d'une Assemblée des citoyens pour planifier et préparer le changement constitutionnel en Irlande.

9

Ce Forum appelle au soutien des forces progressistes, vertes et de gauche européennes aux gouvernements progressistes d'Amérique latine qui luttent pour une intégration qui mette définitivement fin à l'exploitation néocolonialiste des ressources et des richesses du continent afin d'améliorer la qualité de vie de ses peuples. Nous condamnons tout type de mesures coercitives unilatérales, en particulier le blocus économique, commercial et financier que les administrations américaines successives ont imposé à Cuba depuis plus de 60 ans, avec des répercussions extraterritoriales, de manière illégale et contraire à tout droit international.

L'Afrique déjà confrontée au chaos néolibéral subit de plein fouet les contrecoups de la pandémie de le COVID-19, de la guerre en Ukraine et du changement climatique. Le Forum plaide pour les initiatives en vue de l'annulation de la dette qui piège les pays africains ; et également pour l'adoption de mesures pour lutter contre les conséquences du changement climatique, la résolution des problèmes socioéconomiques (crises énergétiques, santé, malnutrition, chômage des jeunes, etc.). Le Forum soutient des forces démocratiques et progressistes confrontées à la montée de l'autoritarisme, de l'obscurantisme et la répression des dictatures.

Nous soutenons la lutte du peuple palestinien pour mettre fin à l'occupation ainsi que celle du peuple sahraoui réclamant le droit d'autodétermination, reconnu par l'ONU.

En même temps, nous exprimons notre solidarité et notre volonté à participer aux luttes œuvrant à davantage de justice sociale menées par les femmes et les hommes dans le monde entier.

Sur la base d'une analyse critique de la situation actuelle en Europe et dans le monde, ce 6ème Forum européen des forces de gauche, vertes et progressistes propose un plan d'action pour 2022-2023 qui consiste à :

1 *S'impliquer pour que toute l'année 2023 et en particulier le 8 mars soit une année de lutte pour les droits des femmes, et notamment celles directement touchées par la guerre et la crise économique, remettant en cause le patriarcat comme idéologie qui exploite, punit et réprime les femmes.*

2 *Soutenir toutes les mobilisations, notamment celles appelées par les différents syndicats européens, pour défendre le pouvoir d'achat des Européens et une sortie de crise favorable à l'intérêt général, en organisant des pétitions à destination du Parlement européen, des parlements nationaux et des gouvernements insistant sur toutes les mesures nécessaires et immédiates pour garantir la sécurité énergétique, alimentaire et du logement pour tous les citoyens européens au cours de l'hiver prochain et en s'engageant auprès de toutes les organisations et initiatives civiles luttant contre la pauvreté, la malnutrition, le sans-abrisme et la toxicomanie afin de soulager les souffrances existantes et d'éradiquer les causes de ces crises dans la vie de centaines de millions de personnes en Europe, et en soutenant la lutte pour l'unification du salaire minimum, du revenu minimum et de la législation du travail.*

3 *Soutenir et promouvoir toutes les solutions pour une transition climatique juste et équitable qui protège la planète, ainsi que le bien-être des travailleurs et des populations, en participant aux activités alternatives qui auront lieu à l'occasion de la COP 27.*

4 *Soutenir les mobilisations appelées à la défense d'un avenir de paix et de progrès pour toute l'humanité en harmonie avec la planète, en soutenant les campagnes en faveur du désarmement nucléaire, notamment en faveur de la signature par le maximum d'Etats du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN).*

5 *Proposer aux Fondations, Think Tanks et collectifs mémoriels la tenue d'un séminaire pour la récupération de la mémoire démocratique de l'Europe, si nécessaire dans la lutte contre le fascisme, en faisant du 8 mai (jour de la victoire sur le nazisme) une journée de revendication dans les camps de concentration nazis dédiée à la lutte contre le fascisme et l'extrême droite.*

Pour la réalisation du plan d'action, un groupe de travail spécifique sera mis en place pour le mettre en œuvre.